

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - JMC

**Arrêté préfectoral imposant à la société SITA NORD
des prescriptions complémentaires pour la cessation
d'activité du C.E.T. situé à BUGNICOURT**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914
du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les différentes décisions administratives autorisant la société SITA NORD - siège
social : Parc d'activité de l'aérodrome ouest - Val Park - 1B rue Louis Duvant - ROUVIGNIES - BP
70001- 59316 VALENCIENNES CEDEX 9 - à exploiter les activités du Centre d'Enfouissement
Technique situé à BUGNICOURT ;

VU le dossier présenté par la société SITA NORD en mars 2002 concernant la cessation
d'activité du site ;

VU le rapport du 17 mai 2004 de Monsieur l'ingénieur en chef, directeur régional de
l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations
classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 20
juillet 2004 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET

La société SITA Nord, dont le siège social est situé Parc d'activité de l'Aérodrome Ouest – Val
Park – 1B rue Louis Duvant – ROUVIGNES – BP 70001 - 59316 VALENCIENNES Cedex, est
autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à effectuer la cessation
d'activité de son exploitation " CET de Bugnicourt " sur le territoire de la commune de Bugnicourt.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES

2.1. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, à tout moment, la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.2. - Clôture de l'établissement

L'installation sera entourée d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 m, empêchant l'accès au site. Un portail fermant à clef interdit l'accès de la décharge.

2.3. - Autosurveillance

2.3.1. - Calages

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

2.3.2. - Conservation

Les enregistrements des mesures prescrites pour les autosurveillances doivent être conservés pendant une durée d'au moins trois ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.3.3. - Transmission

Un état récapitulatif semestriel des résultats des mesures et analyses d'autosurveillance imposées doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux (D.D.A.F.).

Les résultats doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des analyses seront transmis sans délai avec tous commentaires utiles de l'exploitant.

2.4. - Surveillance de l'état général du site

Le contrôle de l'état général du site, l'entretien des espaces verts, des plans d'eau, des fossés et des clôtures et le réglage de l'ensemble des installations sont réalisés lors de la visite trimestrielle.

2.5. - Intégration paysagère

Les aménagements choisis pour limiter l'impact du CET et des aménagements annexes sur le paysage sont conformes à l'étude paysagère de Réf 1998-33 mise à jour de février 2004 effectuée par l'agence Gilles NOYON.

ARTICLE 3 : CONSTITUTION DE LA COUVERTURE FINALE

Conformément à l'étude ANTEA Ref A32521/A de décembre 2003 la couverture finale du CET sera complétée pour répondre aux caractéristiques suivantes :

Du bas vers le haut :

- 1 - D'une couche de matériaux de perméabilité $K < 10^{-6}$ m/s d'une épaisseur minimale de 0,5 m,
- 2 - Horizon drainant, il est constitué : d'une couche drainante de perméabilité proche de 5.10^{-3} m/s sur une épaisseur de 0,3 m ou tout dispositif équivalent
- 3 - Terre végétale pour plantation
Une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,30 m recouvre l'ensemble (régalage au boueur sur le dôme et à la pelle mécanique). Cette couche permet la plantation d'une végétation durable favorisant l'évapotranspiration.

ARTICLE 4 : GESTION DES EAUX DE PLUIE

4.1. - Description

Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, passent, avant rejet dans le milieu naturel, par un bassin de stockage étanche, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvial de fréquence décennale permettant une décantation.

Le site devra disposer ainsi de deux bassins étanches (Bassin NORD et Bassin d'entrée du site)
A ce titre, un bassin de contrôle étanche sera créé en amont du bassin Nord actuel.

Le rejet dans le milieu naturel s'effectue dans le fossé de RN 43 pour le bassin situé à l'entrée du site. Une convention entre SITA Nord et la DDE est signée afin déterminer les conditions de ce rejet.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être différents et en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible les

perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui. Le rejet doit être durable et assurer l'absence d'événements indésirables sur l'environnement.

4.2. - Rejet dans le milieu naturel

Le rejet doit respecter des normes ci-après :

Matières en suspension totale (MEST)	< 100 mg/l si flux journalier maximal < 15 kg/j < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 300 mg/l si flux journalier maximal < 100 kg/j < 125 mg/l au-delà
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	< 100 mg/l si flux journalier maximal < 30 kg/j < 30 mg/l au-delà
Azote global	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier maximal > 50 kg/j
Phosphore total	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier maximal > 15 kg/j
Phénols	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Métaux totaux dont :	< 15 mg/l
Cr ⁶⁺	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Cd	< 0,2 mg/l
Pb	< 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Hg	< 0,05 mg/l
As	< 0,1 mg/l
Fluor et composés (en F)	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
CN libres	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j
Sulfate	< 500 mg/l
Chlorure	< 400 mg/l

Nota : les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants :

Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al

4.3. - Autosurveillance

La mesure des paramètres de l'article 4.2 accompagnée des volumes rejetés est réalisée tous les six mois.

Les fréquences pourront être modifiées après 3 ans de suivis après accord de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5 : GESTION DU BIOGAZ

5.1. - Captage du biogaz

Tous les casiers contenant de la matière fermentescible, dégradable seront équipés au plus tard un an après leur comblement d'un système de drainage des gaz de décomposition des déchets. Ce système doit pouvoir collecter les gaz issus de tous les niveaux de la masse des déchets enfouis

Le système est constitué :

- de puits verticaux (rayon d'action 20 à 30 m) de 1 m de diamètre, largement assis sur le matériau argileux et surélevés au fur et à mesure du comblement des alvéoles. Si nécessaire, des drains complémentaires peuvent être réalisés après forage dans la masse des déchets. Ce forage sera dans tous les cas arrêté de façon à laisser un mètre de déchets entre le sommet du système drainant et la base du forage ;
- d'un dispositif de mise en dépression de la tête des puits verticaux. Ce dispositif assurera l'étanchéité de l'aspiration recherchée du biogaz et doit empêcher les fuites en cas d'arrêt de la mise en dépression.

5.2. - Collecte du biogaz

Le biogaz retiré des drains cités en 5.1 sera transporté par des canalisations reliant la tête de ces drains à une torchère au moins à rallumage automatique, la température de flamme est mesurée en continu.

Ces canalisations :

- seront réalisées en matériaux résistant aux efforts internes, externes de toutes natures qu'elles sont susceptibles de rencontrer sur la durée de leur exploitation ;
- seront réalisées en matériau résistant à la corrosion due au biogaz et aux vapeurs qu'il charrie ;
- seront dotées de dispositifs de purge des condensats aux points bas ;
- seront sectionnables par une répartition judicieuse de vannes situées sur les têtes de drains et sur le réseau proprement dit.

5.3. - Conception de la torchère principale

La torchère principale devra respecter les critères suivants :

- rallumage automatique,
- combustion totale des gaz avant sortie du tube de flamme,
- vanne d'arrêt du gaz à fermeture rapide pour tout défaut de fonctionnement,
- dispositif d'arrêt de flamme,
- régulation possible de la combustion,

5.4. - Autosurveillance

L'exploitant procède tous les six mois à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S. L'exploitant procède tous les ans à des analyses de la composition de biogaz capté en H₂O. et H₂

Les émissions de SO₂, CO, HCl et HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

Les valeurs limites à ne pas dépasser sont :

- CO < 150 mg/Nm³
- SO₂ < 300 mg/Nm³

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

ARTICLE 6 : GESTION DES EAUX SOUTERRAINES

6.1. - Description

La surveillance des eaux souterraines est réalisée sur la nappe de la craie et sur la nappe des sables (superficielle).

La surveillance de la nappe des sables est réalisée au moyen de deux piézomètres (PZA1 , PZA2)

La surveillance de la nappe de la craie est réalisée au moyen de deux piézomètres (PZC1 bis, PZC2) et du captage AEP de Bugnicourt

Le piézomètre PZ1C est comblé selon les règles de l'art.

6.2. - Autosurveillance

Paramètres à surveiller :

- à fréquence semestrielle (en périodes de basses eaux et hautes eaux) :

Paramètres physico-chimiques :

Conductivité in situ

Température in situ

pH in situ

Résidu sec à 180°C

Oxydabilité au permanganate

Potentiel redox (Eh) in situ

Cations :

Ammonium

Anions :

Chlorures

Nitrates

Sulfates

Eléments indésirables :

Fer

Manganèse

Azote Kjeldhal

Eléments toxiques :

Chrome total

Nickel

Plomb

Indice hydrocarbures totaux

- à fréquence annuelle en périodes de hautes eaux : en plus des précédents :

Les paramètres physico-chimiques :

Couleur

Turbidité

Cations :

Calcium

Magnésium

Sodium

Potassium

Anions :

Nitrites

Phosphore total

Carbonates

Hydrogénocarbonates

Fluor

Eléments indésirables :

Cuivre

Zinc

Bore

Eléments toxiques :

Mercure

Cadmium

Arsenic

Cyanures totaux

Sélénium

Indice phénols

Solvants chlorés

Les prélèvements et analyses seront réalisés au moins une fois par an par un organisme agréé, suivant un protocole identique dans le temps. Les résultats de mesures doivent être accompagnés des observations de l'exploitant sur leur évolution. La comparaison avec des valeurs seuils (toxicité, potabilité, VCI...) peut utilement aider à l'appréciation des résultats. Tout écart sur les valeurs de concentration mesurée entre l'amont et l'aval doit être signalé et commenté, de même que toute évolution anormale d'un paramètre sur deux relevés successifs.

La fréquence des analyses pourra être diminuée après une période d'observations représentative (3 à 5 cycles hydrologiques au vu des conditions pluviométriques observées) et sur présentation d'un historique montrant une évolution satisfaisante des résultats, soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

6.3. - Entretien des piézomètres

Leur réfection et leur entretien seront réalisés aussi souvent que nécessaire ; toute anomalie décelée lors de prélèvements (bruit d'écoulement...) sera signalée et donnera lieu à des investigations approfondies. Un contrôle de l'intérieur des piézomètres sera réalisé par inspection télévisée tous les cinq ans.

ARTICLE 7 : LEVE TOPOGRAPHIQUE

Un levé topographique du site est effectué après la mise en place de la couverture finale. Ce levé sera complété chaque année par le suivi des tassements du site au moyen de point fixe judicieusement répartis sur la surface du site.

A la fin de la première période de cinq ans, un nouveau levé topographique complet du site et de l'ensemble des aménagements, réseaux et installations est réalisé.

ARTICLE 8 : DOCUMENTS DE SUIVIS

Les comptes rendus des visites régulières du site seront transmis dans les deux mois où elles ont été effectuées.

En plus de ces éléments, est réalisé par l'exploitant ou une société mandatée un rapport annuel de surveillance du site. Ce rapport comprendra un récapitulatif des points suivants :

1. sécurité générale du site,
2. suivi des eaux souterraines
3. suivi des eaux de surface,
4. suivi du biogaz
5. points divers

Le contenu du programme de suivi pourra être revu à l'issue du suivi de cinq ans ou sur demande de l'administration.

ARTICLE 9

Les dispositions du présent arrêté remplacent les prescriptions de l'arrêté 7 juillet 1997, le récépissé de déclaration du 5 octobre 1988, l'arrête préfectoral complémentaire du 12 juillet 1983 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mai 1983.

ARTICLE 10

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 11

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-préfet de Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de BUGNICOURT,
- Monsieur l'ingénieur en chef, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de BUGNICOURT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 17 août 2004

Le préfet,
P/Le préfet
Le secrétaire général adjoint

Jules-Armand ANIAMBOSSOU

Pour ampliation,
P/le chef de bureau délégué,

F. FALVO

